

Avec la nécessité de trouver une source d'énergie plus propre que le pétrole ou le charbon, le gaz naturel a pris de plus en plus d'importance. Il est en effet considéré comme l'un des combustibles fossiles les plus propres parce qu'il émet moins de carbone, soit environ 50% de moins que le charbon. La consommation mondiale de gaz continue donc d'augmenter de manière significative, soit de 4,6 % en 2018. L'organisation maritime internationale s'est donnée par exemple pour objectif de réduire ces émissions de CO₂ de 50 % en 2050 par rapport à 2008 et les marines du monde entier se transforment pour abandonner le fuel très polluant au profit du gaz^[1].

Outre cette réalité environnementale, le gaz naturel contribue surtout à définir indirectement de nouveaux rapports de forces au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Méditerranée que ce soit pour des raisons économiques ou géopolitiques (**Cf. [Mon billet du 15 juillet 2020 : « La Turquie, une nouvelle menace militaire pour l'Union européenne ? »](#)**).

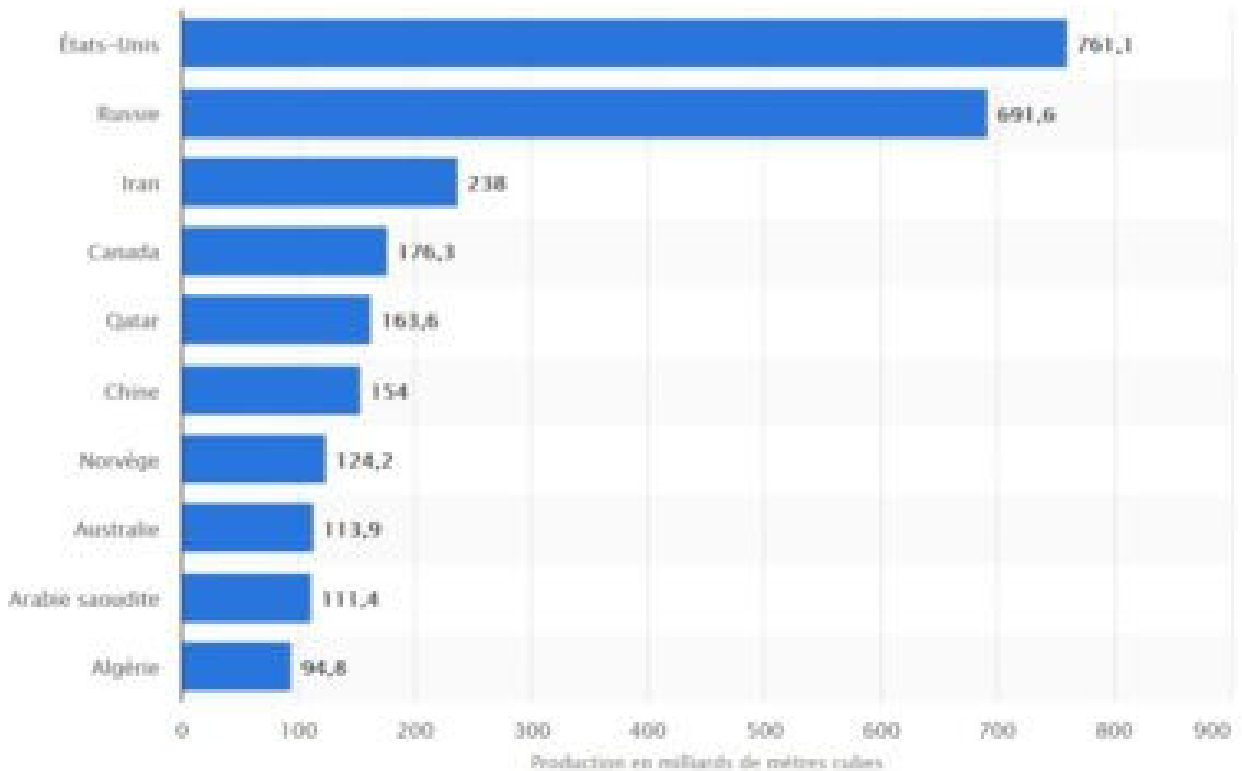
Un hydrocarbure qui suscite les convoitises

Quatre-vingts billions de M³ des réserves mondiales déclarées et estimées à environ 200 billions de mètres cubes sont localisés dans la région du Moyen-Orient.

Les réserves de gaz à l'Est de la Méditerranée dans les ZEE d'Égypte, de Palestine (Gaza), d'Israël, du Liban^[2], de Syrie et de Chypre, sont évaluées à environ 50 billions de mètres cubes, l'équivalent des réserves du Qatar, premier exportateur en gaz naturel liquéfié (GNL) et 3^{ème} réserve du monde. Depuis 2010, les découvertes de gaz en Méditerranée se sont multipliées au large d'Israël, du Liban, de Chypre et de l'Égypte^[3]. Fin 2019, Israël a commencé à extraire du gaz du gisement Leviathan, soit neuf ans après sa découverte. Chypre a autorisé la construction d'une infrastructure de GNL indispensable à la commercialisation du GNL.

En outre, en 2017, les États-Unis ont ravi à la Russie^[4] le titre de plus grand producteur mondial de gaz qu'il soit liquéfié ou sous forme gazeuse. Cette exploitation du gaz de schiste a fait chuter drastiquement les prix et a généralisé l'usage du gaz dans l'industrie. En 2017, les exportations de gaz des États-Unis ont surpassé les importations pour la première fois depuis 1957. Les États-Unis devraient devenir le 3^{ème} exportateur de GNL dès 2021, après le Qatar et l'Australie, bien que les conséquences de la pandémie COVID-19 pourraient remettre en question ce positionnement. L'Agence internationale de l'énergie prévoit pour l'instant que ces États approvisionneront près des deux tiers du marché mondial du GNL d'ici 2023.

La croissance du marché mondial du gaz est stimulée en partie par la demande de la Chine. Première importatrice mondiale de gaz naturel dont la moitié est constituée de GNL, elle devrait en 2024 consommer 40% de la demande mondiale^[5]. D'ici 2050, sa consommation devrait augmenter de 150 %, notamment pour remplacer le charbon trop polluant. Constatons surtout que la moitié de ces États producteurs sont concernés plus ou moins directement par les conflits au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale.



Les dix principaux producteurs de gaz naturel en 2017

(<https://fr.statista.com/statistiques/565249/principaux-pays-en-termes-de-production-de-gaz-naturel-au-monde-en/>)

La mainmise sur les réserves de gaz en Méditerranée

Le contrôle de l'exploitation et la vente du gaz naturel donnent une explication des tensions actuelles. Ils expliquent en partie la création de l'axe Turquie-Qatar qui s'appuie sur plusieurs facteurs. La Turquie a apporté sa protection au Qatar contre ses voisins saoudien et émiratis depuis juin 2017. Le Qatar était impliqué militairement dans la chute de Kadhafi de 2011 à 2014. Cette alliance permet aujourd'hui un retour de la Turquie en Afrique du Nord, mais aussi en Méditerranée dans cette revendication turque sur les ressources en gaz. Ce positionnement est à la fois géopolitique et économique, avec ce besoin d'accéder à des sources d'énergie la rendant moins dépendante d'Etats gaziers exportateurs.

Aujourd'hui, la Turquie est en effet dépendante des gaz russe et iranien. Dans le passé, elle avait tenté de construire avec Israël un gazoduc entre Tel-Aviv et Ankara. Des accords régionaux avaient été signés en 2011 pour construire des gazoducs, l'un reliant le Qatar à la

Turquie en passant par l'Arabie saoudite et la Syrie, l'autre, reliant l'Iran à la Turquie via l'Irak et la Syrie, restés sans suite en raison des crises du Moyen-Orient.

De fait, le soutien politique officiel de la Turquie au gouvernement libyen de Faïez Sarraj, chef du gouvernement d'union nationale se comprend mieux. Reconnu par les Nations unies mais ne contrôlant qu'une partie du territoire libyen, il est soutenu par Ankara et Doha. Or, son opposant, le gouvernement de Tobrouk du maréchal Khalifa Haftar, est soutenu par le Caire, Riyad et Abou Dhabi et contrôle l'ensemble des champs pétroliers et gazières en Cyrénaïque.

C'est pourquoi la Turquie a signé le 27 novembre 2019 un accord maritime avec Tripoli. Selon cet accord, les nouvelles limites du plateau continental turc apparaissent considérablement élargies en Méditerranée, aux dépens de Chypre mais aussi de la Grèce et de ses îles (Crète et Rhodes). Il légitime la recherche des gisements de gaz par la Turquie en s'appuyant sur le rejet du droit international.

Cette situation n'est cependant pas nouvelle mais jusqu'à présent Ankara maintenait un profil relativement modéré. La Turquie a certes déclaré à maintes reprises ne pas reconnaître les accords concernant la délimitation des frontières maritimes et des zones économiques exclusives signés entre l'Égypte, Israël et le Liban. Elle a menacé les entreprises ayant signé des accords avec ces pays en vue de l'exploration, de l'extraction et de la commercialisation de leur gaz.

En février 2018, la marine turque a bloqué l'accès d'un navire d'exploration de la firme italienne ENI à des gisements *offshore*. En novembre 2019, des navires de guerre turcs ont ordonné à un navire de recherche israélien de quitter les eaux contestées. Ainsi, le 11 décembre 2019, le ministre des affaires étrangères turc déclarait que son pays pourrait utiliser la force militaire pour s'opposer aux forages au large de Chypre dont elle conteste 44 % de la zone économique exclusive (ZEE). Le 22 juillet 2020, la Turquie déploie dans les eaux grecques 18 navires de guerre protégeant un navire d'exploration d'hydrocarbures. Le 10 août 2020, elle récidive avec cinq navires de guerre dans une autre partie de la ZEE grecque.

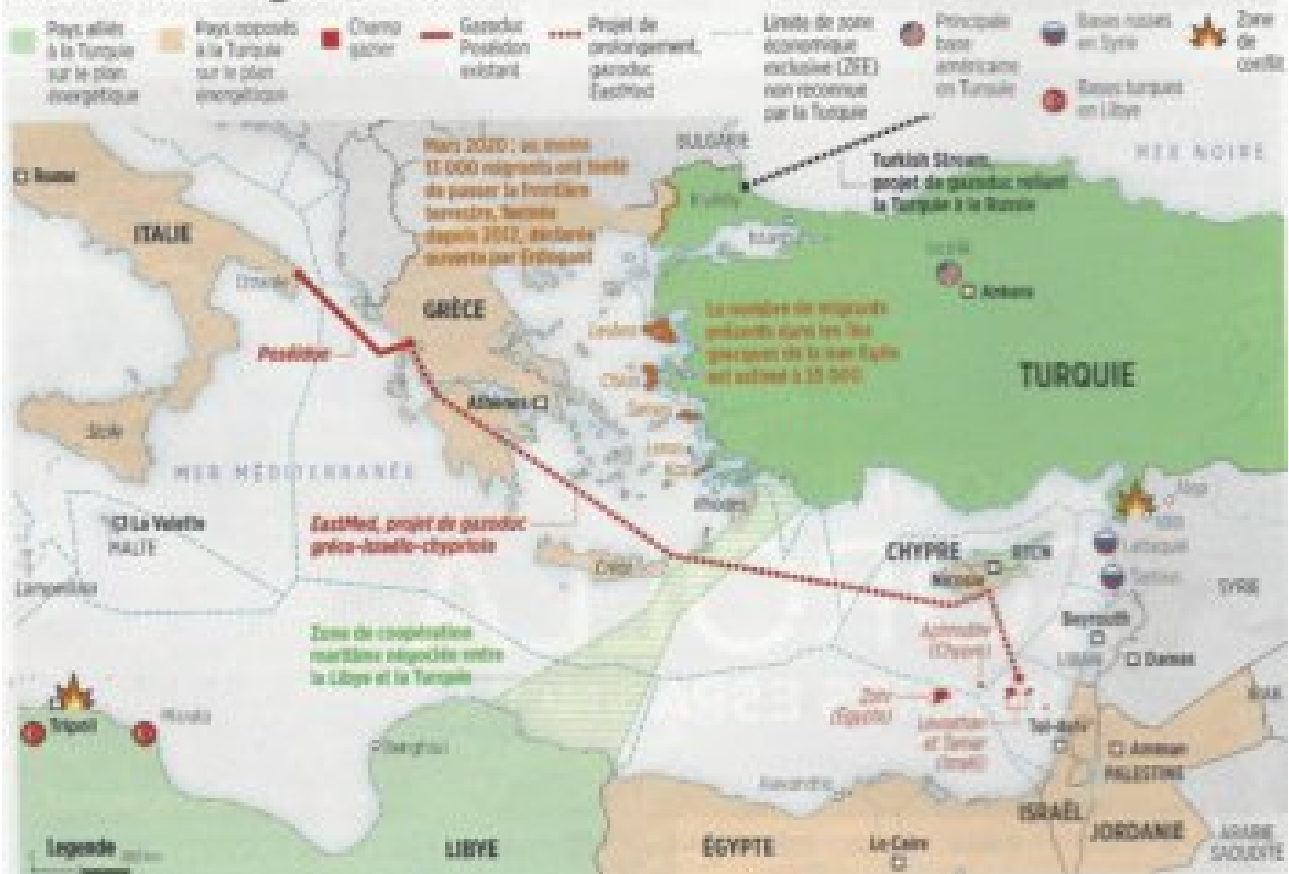
Une crise géopolitique qui s'étend au-delà de la Méditerranée orientale

En guise de réaction, le Congrès américain a levé l'embargo le 17 décembre 2019 sur la vente d'armes à Nicosie à travers deux projets de loi en soutien à la République de Chypre dans ses différends territoriaux et énergétiques avec la Turquie. Il renforce l'aide à la sécurité pour Chypre tout en condamnant la Turquie pour ses activités de forage au large de l'île.

Pour sa part, l'Union européenne a décidé d'imposer à la Turquie un certain nombre de sanctions économiques, financières et politiques, compte tenu que la partie de Chypre^[6] représentée par les Chypriotes grecs est membre de l'Union européenne. Surtout, la sécurité énergétique de l'Union européenne est menacée par cette agressivité turque qui menace désormais le lancement du projet de gazoduc Eastmed de 2 000 kilomètres. Projet initié en 2010, il vise à transporter entre 9 milliards et 11 milliards de mètres cubes de gaz naturel par

an depuis les réserves offshore au large de Chypre et d'Israël vers la Grèce, puis vers le reste de l'Union européenne. Il répond à l'objectif européen de diversifier les sources d'approvisionnement en gaz et d'indépendance face aux fournisseurs russes.

Les nouvelles lignes de front



Le Point du 16 juillet 2020. La complexité géopolitique de la Méditerranée orientale (carte remarquable !)

En effet, le rôle de la Russie, grand producteur de gaz, ne peut être ignoré. En Libye, elle est présente avec les « mercenaires » du groupe Wagner et des forces aériennes « confiées » au maréchal Haftar (Cf. [Ouest-France du 20 mai 2020](#)). Elle est surtout un acteur majeur dans le conflit économique concernant le gazoduc Nordstream2 qu'elle construit avec l'Allemagne et fait l'objet de sanctions américaines pour empêcher sa réalisation (Cf. [Le Figaro du 19 décembre 2019](#) et du [10 août 2020](#)).

Ce « conflit géoéconomique » étend la crise en Méditerranée orientale et la complexifie. Il rend encore plus difficile la médiation potentielle de l'Allemagne au nom de l'Union européenne avec la Turquie. Zone de rivalité entre la Russie et les Etats-Unis, la crise ukrainienne s'intègre à ce conflit en Méditerranée orientale par le gaz naturel puisque Nordstream 2 vise à diminuer

les taxes de transit dues à l'Ukraine, soit trois milliards de dollars par an.

Pour conclure

Sans qu'il ne soit la principale cause des tensions en Méditerranée orientale, le gaz est un facteur qui ne peut être écarté. Il reste cependant au moins le prétexte, sinon la raison profonde de l'agressivité diplomatique et militaire de la Turquie.

Le gaz vaut-il une guerre en Méditerranée ? L'avenir le dira mais l'inquiétude exprimé par les Etats-Unis sur la tension franco-turque d'une part, sur les relations particulières américano-turques interpellent. Les Etats-Unis ne soutiennent pas vraiment la France d'autant que d'importantes manœuvres navales ont rassemblé fin juillet les marines américaines et turques, symbole bien gênant de la solidarité transatlantique.

Quant à la France, le président Macron a décidé de renforcer les moyens militaires navals et aériens en Méditerranée. Cette décision répond à plusieurs objectifs :

- D'abord, mettre en application le partenariat stratégique que la France et la Grèce ont signé en 2020. Les souverainetés grecque sinon chypriote doivent être garanties ;
- Ensuite, donner un coup de semonce à la politique agressive sinon militariste de la Turquie en Méditerranée orientale ;
- Enfin, montrer l'inquiétude de la France devant une situation internationale qui se dégrade en Méditerranée.

Dans ce contexte tendu, l'OTAN a montré sa grande réserve à s'impliquer mais la France agit. Elle attend sans aucun doute un réel soutien de l'Union européenne qui paraît bien timide dans la protection de ses Etats-membres que sont la Grèce et Chypre. Pourtant l'article 42 du traité de Lisbonne impose un devoir d'assistance mutuelle si l'un des membres de l'Union européenne est agressé sur son territoire et ne faut-il pas s'y préparer ?

Ne pas réagir avec fermeté maintenant pourrait mettre l'Union européenne demain dans une situation diplomatique sinon militaire difficile

^[1]Tsafos, N. (2020). *Center for Strategic and International Studies*. <https://www.csis.org/analysis/gas-line-q4-2019>

^[2] Les études ont estimé la part du Liban en gaz naturel offshore à environ 11 billions de mètres cubes.

^[3]Ces gisements géants baptisés « Tamar » et « Léviathan » ont été découverts dans les eaux israéliennes en 2009 et 2010, « Aphrodite » au large de Chypre en 2011, « Zohr » en 2015 au large de l'Égypte.

^[4]Plus de 94 % de la production de gaz naturel en Russie est contrôlée par Gazprom, une société appartenant au gouvernement russe, qui fournit 40 % du gaz de l'Union européenne.

^[5]Lauer, S. (2019). Poutine ou la diplomatie du gazoduc, *Le Monde*.
<http://lirelactu.fr/source/le-monde/ef3c6398-29cd-469c-a090-de4d64483277>

^[6]En juin 1974, la Turquie est intervenue à Chypre sous prétexte que le coup d'état contre le président Makarios menaçait les Chypriotes turcs de l'île, dont elle a fini par occuper le tiers du territoire.